



LA GUERRE COMMERCIALE TRUMP-EUROPE

ENJEUX ÉCONOMIQUES, STRATÉGIES POLITIQUES ET EFFETS SYSTÉMIQUES

Résumé : De retour à la Maison Blanche, Donald Trump a ravivé son discours ferme concernant ce qu'il qualifie d'« absence de justice » dans le système commercial mondial, ciblant en particulier l'UE et la Chine. Cette fermeté s'est rapidement traduite par des mesures exécutives concrètes dans le but d'établir un « équilibre commercial », selon la vision adoptée par l'administration Trump. Malgré l'accord d'avril dernier entre Washington et Bruxelles et l'ouverture de négociations bilatérales, Trump a interrompu ce processus en annonçant l'imposition de droits de douane sur les produits européens, ce qui représente un revers majeur pour l'industrie sidérurgique européenne qui risque l'effondrement en raison de la conjonction de plusieurs facteurs. Les Européens disposent en revanche d'atouts leur permettant de répliquer, mais la crainte d'une escalade vers la guerre commerciale généralisée tend à restreindre ces options, notamment dans un contexte où les intentions et l'ampleur potentielle de la politique protectionniste du président américain demeurent floues.

Mots-clés : Donald Trump, Commerce international, Guerre commerciale, Droits de douane, États-Unis d'Amérique, Europe, Union européenne, Chine, Déficit commercial, Relocalisation industrielle, Protectionnisme économique, Marchés obligataires, Dette publique, Mondialisation.

THE TRUMP-EUROPE TRADE WAR: ECONOMIC ISSUES, POLITICAL STRATEGIES AND SYSTEMIC EFFECTS

Abstract: *Back in the White House, Donald Trump revived his tough rhetoric regarding what he calls the “lack of justice” in the global trading system, targeting the EU and China in particular. This toughness quickly translated into concrete executive measures aimed at establishing “trade balance,” according to the vision adopted by the Trump administration. Despite the agreement last April*

1. Journaliste libanaise indépendante (free-lance), ancienne présentatrice de la chaîne *Al Mayadeen* (jusqu'au printemps 2024), spécialisée en économie.

between Washington and Brussels and the opening of bilateral negotiations, Trump interrupted this process by announcing the imposition of customs duties on European products, which represents a major setback for the European steel industry, which risks collapse due to the combination of several factors. The Europeans, however, have assets that allow them to respond, but the fear of an escalation towards a full-scale trade war tends to limit these options, particularly in a context where the intentions and potential scope of the American president's protectionist policy remain unclear.

Key words: Donald Trump, International Trade, Trade War, Tariffs, United States of America, Europe, European Union, China, Trade Deficit, Industrial Relocation, Economic Protectionism, Bond Markets, Public Debt, Globalization.

DEPUIS SON RETOUR À LA MAISON BLANCHE en novembre 2024, le président américain Donald Trump a ravivé son discours ferme concernant ce qu'il qualifie d'« *absence de justice* » dans le système commercial mondial, ciblant tout particulièrement l'Union européenne et la Chine. Cette fermeté ne s'est pas limitée aux seuls discours politiques, mais s'est rapidement traduite par des mesures exécutives concrètes, telles que le rétablissement ou la menace d'augmentation des tarifs douaniers sur divers produits, dans le but d'établir un « *équilibre commercial* », selon la vision adoptée par l'administration Trump.

Malgré l'accord conclu en avril dernier entre Washington et Bruxelles et l'ouverture de négociations bilatérales, Trump a brusquement interrompu ce processus en annonçant l'imposition, à partir du 1^{er} août, de droits de douane à hauteur de 30 % sur les produits européens, ce qui représente un revers majeur pour l'industrie sidérurgique européenne, qui avait averti le mois dernier du risque d'effondrement en raison de ces droits de douane élevés, conjugués à la hausse des coûts énergétiques et à la concurrence chinoise bon marché². En revanche, les Européens disposent certes d'atouts leur permettant de répliquer, mais la crainte d'une escalade vers une guerre commerciale généralisée tend à restreindre ces options, notamment dans un contexte où les intentions du président américain et l'ampleur potentielle de sa politique protectionniste demeurent floues.

Trêve commerciale fragile

Washington et Bruxelles ont failli réussir à éviter que le monde ne bascule vers une crise économique plus vaste et plus profonde provoquée par la guerre

2. « Sans protection, la sidérurgie européenne va continuer à fermer des usines, avertit Eurofer », *L'Opinion* (avec *AFP*), 20 décembre 2024, lien : <https://www.lopinion.fr/economic/sans-protection-la-siderurgie-europeenne-va-continuer-a-fermer-des-usines-avertit-eurofer> (consulté le 28 juillet 2025).

commerciale déclenchée par Trump. Le cessez-le-feu, qui avait débuté en avril, faisait suite à plusieurs cycles consécutifs de négociations au cours du premier trimestre 2025, menés du côté européen par la France et l'Allemagne, qui ont poussé en faveur de solutions diplomatiques pour prévenir une crise similaire à celle de 2018-2019. Aujourd'hui, avec la décision de Trump de réintroduire des droits de douane, la question se pose quant au sort des promesses d'investissement formulées par Bruxelles pour rassurer les États-Unis en démontrant qu'il est possible de soutenir l'économie américaine par des moyens moins agressifs et sans recourir à des mesures protectionnistes sévères. Bien que l'administration Trump n'ait pas clarifié si les tarifs douaniers visent principalement à accroître les revenus de l'État ou à exercer une pression diplomatique, les déclarations de Trump révèlent son intention de remplacer les dépenses gouvernementales par des investissements privés étrangers. Il est ainsi parvenu à obtenir, jusqu'au début mai 2025, des promesses d'investissements dépassant 3,1 trillions de dollars en provenance de pays tels que les Émirats arabes unis, l'Arabie saoudite, la Chine et la Corée du Sud, mais aussi d'entreprises multinationales telles que Volkswagen, Toyota, Samsung Electronics et TSMC, cette dernière en partenariat avec Intel, ainsi que de fonds souverains tels que le Fonds d'investissement public saoudien (PIF), et Mubadala Investment Company des Émirats³.

Concernant la trêve désormais expirée dans la guerre commerciale, l'équipe du président Donald Trump avait accepté d'ouvrir des négociations sous la pression des secteurs industriels américains pénalisés par les représailles tarifaires européennes, en particulier les exportateurs agricoles et énergétiques.

Parmi les points principaux figurant dans l'accord provisoire désormais annulé :

– **La suspension des tarifs américains sur les voitures européennes** : l'administration Trump avait menacé d'imposer des droits de douane de 25 % sur les importations automobiles européennes, alléguant que celles-ci menaçaient la sécurité nationale américaine. Cette menace avait suscité de vives inquiétudes au sein de l'Union européenne, particulièrement en Allemagne, l'un des principaux exportateurs automobiles vers les États-Unis. Le récent accord prévoit la suspension de ces tarifs pendant une période de 6 mois renouvelable, à condition que les

3. "UAE overtakes Saudi PIF as global investment leader, leveraging wealth for diplomatic influence", *Middle East Monitor*, 3 janvier 2025, lien : https://www.middleeastmonitor.com/20250103-uae-overtakes-saudi-pif-as-global-investment-leader-leveraging-wealth-for-diplomatic-influence/?utm_source=chatgpt.com (consulté le 28 juillet 2025).

négociations se poursuivent pour équilibrer la balance commerciale dans le secteur automobile.

– **La réduction des droits européens sur l'acier américain** : en réponse aux précédents droits américains, Bruxelles avait imposé des droits de douane compensatoires allant jusqu'à 25 % sur l'acier américain. L'Union européenne a accepté temporairement de réduire ce taux à environ 10 %, sous réserve d'un réexamen ultérieur.

– **Le gel de l'introduction de nouveaux tarifs sur les produits agricoles** : les deux parties se sont accordées pour suspendre l'application de droits supplémentaires que l'Union européenne prévoyait d'imposer sur certains produits agricoles américains tels que le maïs, le soja et les viandes transformées. En contrepartie, les États-Unis ont suspendu l'augmentation des droits sur les fromages français et les vins italiens.

En revanche, plusieurs points de divergence non encore résolus constituent des dossiers sensibles susceptibles de faire échouer l'accord provisoire et de renvoyer les négociations à leur point de départ :

– Les règles d'origine et les réglementations environnementales européennes, jugées par Washington comme des obstacles à l'accès des produits américains au marché européen.

– Le soutien public européen aux projets de transition énergétique verte (conversion vers des industries respectueuses de l'environnement), que Washington considère comme une « *discrimination injuste* » envers les entreprises américaines.

– Les taxes européennes imposées aux grandes entreprises technologiques américaines opérant en Europe, dans le cadre des réglementations fiscales numériques et de concurrence.

Distinction entre les partenaires commerciaux

Washington établit une distinction claire entre le bloc européen et ses autres partenaires commerciaux en matière de relations commerciales. La détente actuelle ne s'applique pas nécessairement aux relations commerciales sino-américaines, qui, malgré quelques rencontres diplomatiques bilatérales, n'ont abouti à aucun apaisement ni à aucune entente. En effet, les tarifs imposés par l'administration Trump sur les importations chinoises de technologies et de composants de télécommunications demeurent en vigueur. Par ailleurs, Washington a récemment intensifié le

contrôle des investissements chinois dans les secteurs technologiques et de l'intelligence artificielle aux États-Unis, ce qui révèle la persistance d'une situation de « non-règlement » avec Pékin.

Il convient de noter dans ce contexte que les partenaires commerciaux affectés par la guerre commerciale incluent l'Union européenne, la Chine, le Canada, le Mexique, la Corée du Sud, le Vietnam, l'Inde et la Turquie. L'Union européenne constitue le principal acteur des manœuvres politiques et économiques menées par Washington, tandis que la Chine demeure l'adversaire stratégique majeur des États-Unis dans le domaine commercial. Les autres partenaires représentent quant à eux des alliés secondaires, affectés ou utilisés comme leviers pour modifier certains accords antérieurs, tels que l'accord de libre-échange nord-américain (ALENA), devenu l'Accord États-Unis-Mexique-Canada (AEUMC)⁴.

Cette guerre commerciale se caractérise par des manœuvres continues aux formes multiples. Tandis que certaines taxes douanières sont temporairement suspendues dans le cadre de mesures de « renforcement de la confiance », de nouvelles enquêtes sont parallèlement ouvertes sur les pratiques de certaines entreprises, sur des accords commerciaux antérieurs, ou sur les subventions étatiques à des secteurs que Washington juge injustes. À titre d'exemple, le Département américain du commerce a lancé une nouvelle enquête sur les subventions européennes en faveur des énergies vertes, à laquelle l'Europe a répondu par des mesures réglementaires strictes visant les entreprises technologiques américaines sous l'égide des « lois sur la concurrence équitable ».

Cela se déroule simultanément avec la suspension partielle de certaines taxes, approche chargée de signification et d'objectifs précis. En effet, ces suspensions partielles peuvent servir de levier de négociation, les États-Unis ou l'Europe accordant une réduction temporaire pour encourager l'autre partie à consentir des concessions. Elles peuvent également atténuer l'impact des droits de douane sur les industries nationales lorsque des entreprises américaines dépendent de composants européens soumis à des taxes, ce qui en augmente les coûts. Parfois, elles sont utilisées pour tester la bonne volonté, signalant une volonté d'apaisement sans concession totale.

4. ACEUM en français. Cf. *Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM) – Protocole visant à remplacer l'accord de libre-échange Nord-Américain par l'Accord entre le Canada, les États-Unis d'Amérique et les États-Unis mexicains*, Buenos Aires, 30 novembre 2018, lien : <https://www.international.gc.ca/trade-commerce/trade-agreements-accords-commerciaux/agr-acc/cusma-aceum/text-texte/protocol-protocole.aspx?lang=fra> (consulté le 9 juillet 2025).

Parmi les exemples concrets des « suspensions partielles des droits de douane » entre les États-Unis et l'Union européenne, on note :

– **La suspension par catégorie de produits** : les droits sur les automobiles européennes ont été suspendus, alors que ceux appliqués à certains produits agricoles (fromage français, vin italien) restent en vigueur.

– **La suspension temporelle** : dans l'accord d'avril 2025, les deux parties ont convenu d'une suspension provisoire des tarifs mutuels pour une durée d'environ six mois. Washington a suspendu un droit de douane de 25 % prévu sur les importations de voitures européennes jusqu'en octobre 2025, sous réserve de la poursuite des négociations, tandis que l'Union européenne a suspendu les droits sur le maïs américain.

– **La suspension quantitative (quotas tarifaires)** : via le système de quotas tarifaires (*Tariff Rate Quota* – TRQ), l'entrée annuelle de 3,3 millions de tonnes d'acier européen est autorisée sans taxe, tout excédent étant soumis à une taxe de 25 %.

Cependant, certains tarifs n'ont pas été suspendus, notamment ceux sur les produits technologiques chinois, atteignant 30 % pour certaines catégories, ainsi que des droits de douane sur le fer et l'aluminium provenant d'autres pays asiatiques non exemptés, tels que le Vietnam et la Corée du Sud. Les États-Unis maintiennent également des droits de représailles sur le vin français et certains produits en cuir allemands, indiquant clairement que la trêve ne concerne pas l'ensemble des secteurs.

En définitive, la dynamique actuelle démontre que la guerre commerciale connaît des phases alternées d'escalade et de gel, sans avoir abouti à une résolution définitive. Ainsi, sous la présidence de Trump, les États-Unis continuent d'utiliser le commerce comme instrument de pression politique et économique, tant envers l'Europe et la Chine que d'autres partenaires, dans un monde où les intérêts se complexifient et les alliances s'entremêlent.

Enjeux et objectifs

Le président Donald Trump incarne une philosophie commerciale singulière et une approche peu conventionnelle de la régulation du commerce international. Sa politique protectionniste, bien que largement médiatisée, semble également motivée par des enjeux et objectifs implicites qui viennent s'ajouter à ceux annoncés depuis son arrivée au pouvoir en 2017, puis réaffirmés au début de son second mandat.

Les enjeux fondamentaux de cette guerre commerciale peuvent être résumés en quatre points principaux :

1. Le pari sur le repli des partenaires commerciaux : Trump mise sur le fait que d'autres économies, comme celles de l'Union européenne ou de la Chine, opéreront pour l'apaisement plutôt que l'escalade, étant donné leur plus forte dépendance vis-à-vis du marché américain.

2. La résilience de l'économie américaine : le président américain estime que l'économie des États-Unis est suffisamment robuste pour absorber les chocs à court terme, en raison notamment de la flexibilité du marché du travail et de la solidité de la demande intérieure.

3. L'indispensabilité du marché américain : selon cette logique, les entreprises européennes et asiatiques ne peuvent pas facilement remplacer l'accès au marché américain sans subir des pertes significatives.

4. Le soutien électoral face aux coûts à court terme : enfin, Trump parie sur la tolérance de l'électorat américain à un impact économique temporaire, en échange de bénéfices souverains perçus comme durables. Il compte notamment sur le soutien des électeurs qui privilégient la souveraineté économique à long terme au détriment du confort de consommation immédiat.

Quant aux objectifs officiellement annoncés, le premier et le plus important est de réduire le déficit commercial américain.

Trump affirme que ce déficit affaiblit l'économie américaine et déclare vouloir réduire l'écart entre la valeur des importations et des exportations américaines, en particulier avec l'Union européenne et la Chine. Selon les données publiées par le Bureau américain d'analyse économique (BEA), le déficit commercial américain pour les biens uniquement s'élevait en 2024 à environ 1,06 billion de dollars, représentant une partie du déficit global (biens et services) de 918,4 milliards de dollars, l'un des plus élevés historiquement enregistrés⁵. L'Union européenne, plutôt que la Chine, constitue la principale source de ce déficit ; selon les données du Bureau américain d'analyse économique (BEA) rapportées par le bureau du représentant américain au commerce (USTR) pour l'année 2024, les exportations américaines vers l'Union européenne se chiffraient à environ 370,2 milliards de dollars, tandis que les importations en provenance de l'UE atteignaient près de 605,8 milliards de

5. U.S. Bureau of Economic Analysis, *U.S. International Transactions, 4th Quarter and Year 2024*, BEA 25–08), U.S. Department of Commerce, 20 mars 2025, lien : <https://www.bea.gov/news/2025/us-international-transactions-4th-quarter-and-year-2024> (consulté le 28 juillet 2025).

dollars, entraînant un déficit commercial en biens de 235,6 milliards de dollars⁶. Ce chiffre représente, selon les déclarations du président Donald Trump, un déséquilibre structurel nécessitant une correction, motif qu'il utilise régulièrement pour justifier l'imposition de droits de douane sur divers produits européens, en particulier les automobiles, les biens agricoles et les équipements technologiques. L'administration Trump vise ainsi à réduire ce déficit commercial de 30 à 50 % au cours de son mandat, ramenant l'écart avec l'Union européenne à environ 200 milliards de dollars.

Le deuxième objectif déclaré est la relocalisation des industries américaines, un aspect sur lequel Trump a réussi depuis son premier mandat en 2017.

En imposant des tarifs protectionnistes, les entreprises américaines ont été contraintes de diminuer leur dépendance vis-à-vis des chaînes d'approvisionnement étrangères, en particulier celles situées dans des pays à faible coût, au profit d'un retour à la production sur le sol américain. À cet égard, Washington a ciblé des secteurs stratégiques tels que l'acier et l'aluminium, qui ont connu une stabilisation relative de la production nationale⁷, parallèlement à une hausse des prix de 21 %, suscitant l'inquiétude dans d'autres industries manufacturières. Quant au secteur automobile, les menaces de droits de douane atteignant jusqu'à 25 % sur les importations européennes et japonaises ont conduit des entreprises majeures telles que BMW et Toyota à renforcer leurs investissements dans des États américains comme l'Alabama et la Géorgie, avec une augmentation de 18 % entre 2020 et 2024, selon les médias américains⁸. Dans le domaine de l'électronique et des semi-conducteurs, le gouvernement américain a lancé un vaste programme sous l'égide du *CHIPS and Science Act*, entraînant des investissements dépassant 40 milliards de dollars de la part de grandes entreprises telles qu'Intel et TSMC dans des usines en Arizona et en Ohio⁹.

6. Office of the U.S. Trade Representative, *Trade between the U.S. and the European Union: U.S. goods exports to the European Union in 2024*, dans "European Union country profile", 2025, lien : <https://ustr.gov/countries-regions/europe-middle-east/europe/european-union> (consulté le 28 juillet 2025).

7. "AISI releases annual statistical report for 2023", *American Iron and Steel Institute*, Washington D.C., 5 juin 2024, lien : <https://www.steel.org/2024/06/aisi-releases-annual-statistical-report-for-2023/> (consulté le 28 juillet 2025).

8. Thakur Pratyush, "Toyota to expand production in Alabama with \$282 mln investment", *Reuters*, 5 juin 2024, lien : <https://www.reuters.com/business/autos-transportation/toyota-expand-production-alabama-with-282-mln-investment-2024-06-05/> (consulté le 28 juillet 2025).

9. Deutscher Maria, « TSMC to increase chip fab investment in Arizona to \$40B », *SiliconANGLE*, 6 décembre 2022, lien : <https://siliconangle.com/2022/12/06/tsmc-increase-chip-fab-investment-arizona-40b/> (consulté le 28 juillet 2025).

En lien avec la relocalisation industrielle, le troisième objectif est la protection des travailleurs américains et « *le rapatriement des emplois vers la classe ouvrière* », particulièrement dans des États comme l'Ohio et le Michigan.

Selon une analyse secondaire fondée sur les statistiques officielles publiées par le *Bureau of Labor Statistics* (BLS) des États-Unis, le secteur manufacturier a perdu environ 6 millions d'emplois entre 2000 et 2010, soit un tiers du total des emplois enregistrés en 2000, ne conservant que 11,6 millions d'emplois en 2010. Une grande partie de cette baisse est attribuée à l'intensification de la concurrence chinoise¹⁰. Bien que l'emploi manufacturier ait connu une reprise après 2010, avec une hausse de 11 %, cette croissance est restée, à l'échelle nationale, inférieure à la moitié du rythme de croissance global de l'emploi dans le secteur privé (25 %). L'étude indique également que les opportunités d'emploi dans le secteur manufacturier ont augmenté de 285 000 postes (soit 8,5 %) dans la région de la *Rust Belt* entre 2010 et 2024. Cependant, cette hausse n'a permis de récupérer que 13 % des emplois perdus entre 2000 et 2010. Avec la reprise du marché de l'emploi dans l'industrie automobile, le Michigan a enregistré une augmentation de 143 000 emplois, récupérant ainsi environ un tiers des 429 000 emplois perdus entre 2000 et 2010. L'Indiana a récupéré 38 % (75 000 emplois), l'Ohio 18 % (57 000 emplois) et l'Illinois 9 % (12 000 emplois). En revanche, l'État de New York a perdu 36 000 emplois, le Massachusetts 19 000, et la Virginie-Occidentale 5 000.

Toutefois, cette orientation est critiquée par les économistes, qui soulignent que l'effet des droits de douane sur la création d'emplois est souvent limité et temporaire, en regard de son coût élevé pour les consommateurs et les entreprises dépendantes des intrants importés. Malgré cela, Trump mise davantage sur la dimension politique de cette stratégie que sur sa viabilité économique réelle, étant donné que les « États industriels » se sont avérés décisifs lors de sa victoire à l'élection présidentielle. Cependant, un sondage en ligne réalisé par l'université de Green Bowling State, portant sur les réponses de 800 électeurs inscrits dans l'Ohio du 18 au 24 avril concernant différentes politiques de Trump, dont le protectionnisme, montre une baisse nette de sept points du taux d'approbation de Trump depuis un précédent sondage réalisé en février¹¹.

10. Bacheller John, "Manufacturing employment in New York and the Rust Belt since 2010: A recovery?", *Policy by Numbers*, 8 novembre 2024, lien : <https://policybynumbers.com/manufacturing-employment-in-new-york-and-the-rust-belt-since-2010-a-recovery> (consulté le 28 juillet 2025).

11. "Democracy and Public Policy Research Network releases findings, analysis of February poll", *Bowling Green State University* (BGSU), Department of Political Science, Février 2025, lien :

Cette situation ouvre le débat sur les objectifs non déclarés de la politique protectionniste menée par Trump et sur son efficacité réelle, d'autant que les experts des marchés financiers estiment qu'elle poursuit des objectifs non seulement économiques mais aussi monétaires et financiers. En effet, selon l'analyse de spécialistes du marché obligataire, ce phénomène peut être compris comme une guerre sur les rendements et non uniquement sur le commerce. Cette interprétation repose sur une lecture précise des mouvements de la courbe de rendement des bons du Trésor américain (*Yield Curve*), particulièrement à 10 ans, indicateur clé des anticipations des investisseurs en matière de croissance économique, d'inflation et de politiques monétaires futures. Autrement dit, le véritable sens des politiques commerciales de Trump ne se lit pas uniquement dans les données de la balance commerciale ou des indicateurs d'import-export, mais apparaît clairement dans les mouvements du marché obligataire, qui réagit aux craintes de récession, aux prévisions d'inflation et au niveau des risques souverains.

Les inversions observées sur la courbe des rendements pendant les périodes d'escalade de la guerre commerciale montrent que le marché y a souvent répondu en creusant l'écart entre les rendements à court et à long terme, voire en inversant la courbe dans certains cas, signalant une anticipation de ralentissement économique. Ainsi, on peut affirmer que les politiques de Trump ne se limitent pas seulement à la gestion du commerce mais constituent également un instrument pour réorienter la trajectoire de la croissance financière des États-Unis en influençant le comportement des marchés vis-à-vis des rendements obligataires et de la liquidité monétaire à long terme.

L'effet contre-productif

D'un autre point de vue, ces droits de douane ont un impact négatif sur l'économie mondiale dans son ensemble. En effet, l'augmentation des barrières commerciales entraîne une hausse des prix des biens, ce qui réduit le volume des échanges commerciaux et perturbe les chaînes d'approvisionnement mondiales. Les entreprises multinationales, qui dépendent des composants importés, ont déjà été affectées par la hausse des coûts, ce qui pourrait conduire à des réductions

<https://www.bgsu.edu/news/online-media-newsroom/2025/03/democracy-and-public-policy-research-network-releases-findings-analysis-of-february-poll.html> (consulté en juillet 2025) ; "Democracy and Public Policy Research Network releases findings, analysis of April poll", *Bowling Green State University* (BGSU), Department of Political Science, Avril 2025, lien : <https://www.bgsu.edu/news/online-media-newsroom/2025/04/democracy-and-public-policy-network-releases-finding-analysis-of-april-poll.html> (consulté en juillet 2025).

d'emplois et au report d'investissements. Toutefois, certains pays non directement impliqués dans le conflit, tels que la Chine ou le Canada, pourraient en tirer profit à travers une redirection des investissements ou une augmentation de la demande pour leurs produits en tant qu'alternatives aux biens américains ou européens.

Du point de vue des rapports de force, l'Europe dispose de plusieurs atouts majeurs, notamment un marché unique vaste doté d'un fort pouvoir d'achat, ainsi qu'une capacité industrielle compétitive dans des secteurs tels que l'automobile et la mécanique de précision. Elle possède également un pouvoir normatif significatif, capable d'imposer des standards stricts ayant une influence globale. Toutefois, sa faiblesse réside dans la multiplicité de ses voix politiques, ce qui rend difficile la prise de décisions rapides et affaiblit sa capacité à répondre de manière décisive aux défis posés par les États-Unis.

En revanche, les États-Unis possèdent également des atouts considérables, au premier rang desquels la puissance du dollar en tant que monnaie de réserve mondiale, la flexibilité de leur économie, ainsi qu'une domination technologique dans des domaines stratégiques tels que l'intelligence artificielle et l'énergie. Néanmoins, l'un des points faibles structurels des États-Unis réside dans leur déficit commercial chronique, ainsi que dans la dépendance de certains secteurs industriels à des chaînes d'approvisionnement internationales, les rendant vulnérables aux effets des tarifs douaniers qu'ils imposent eux-mêmes.

Dans l'ensemble, la guerre commerciale entre Trump et l'Europe constitue un test pour la résilience du système commercial international face aux politiques protectionnistes. Elle soulève également des interrogations quant à l'avenir de la mondialisation dans sa conception et sa forme actuelles, ainsi que sur le rôle des alliances traditionnelles dans un monde marqué par la montée des nationalismes et du protectionnisme économique, y compris au sein des nations historiquement les plus engagées en faveur de l'ouverture, de la libéralisation des échanges et de la globalisation. ■

26 juillet 2025

Bibliographie

-
- *Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM) – Protocole visant à remplacer l'accord de libre-échange Nord-Américain par l'Accord entre le Canada, les États-Unis d'Amérique et les États-Unis mexicains*, Buenos Aires, 30 novembre 2018, lien : <https://www.international.gc.ca/trade-commerce/trade-agreements-accords-commerciaux/agr-acc/cusma-aceum/text-texte/protocol-protocole.aspx?lang=fra> (consulté le 9 juillet 2025).

- “*AISI releases annual statistical report for 2023*”, *American Iron and Steel Institute*, Washington D.C., 5 juin 2024, lien : <https://www.steel.org/2024/06/aisi-releases-annual-statistical-report-for-2023/> (consulté le 28 juillet 2025).
- Bacheller John, “Manufacturing employment in New York and the Rust Belt since 2010: A recovery?”, *Policy by Numbers*, 8 novembre 2024, lien : <https://policybynumbers.com/manufacturing-employment-in-new-york-and-the-rust-belt-since-2010-a-recovery> (consulté le 28 juillet 2025).
- “Democracy and Public Policy Research Network releases findings, analysis of February poll”, *Bowling Green State University* (BGSU), Department of Political Science, Février 2025, lien : <https://www.bgsu.edu/news/online-media-newsroom/2025/03/democracy-and-public-policy-research-network-releases-findings-analysis-of-february-poll.html> (consulté en juillet 2025).
- “Democracy and Public Policy Research Network releases findings, analysis of April poll”, *Bowling Green State University* (BGSU), Department of Political Science, Avril 2025, lien : <https://www.bgsu.edu/news/online-media-newsroom/2025/04/democracy-and-public-policy-network-releases-finding-analysis-of-april-poll.html> (consulté en juillet 2025).
- Deutscher Maria, “TSMC to increase chip fab investment in Arizona to \$40B”, *SiliconANGLE*, 6 décembre 2022, lien : <https://siliconangle.com/2022/12/06/tsmc-increase-chip-fab-investment-arizona-40b/> (consulté le 28 juillet 2025).
- Office of the U.S. Trade Representative, *Trade between the U.S. and the European Union: U.S. goods exports to the European Union in 2024*, dans “*European Union country profile*”, 2025, lien : <https://ustr.gov/countries-regions/europe-middle-east/europe/european-union> (consulté le 28 juillet 2025).
- “UAE overtakes Saudi PIF as global investment leader, leveraging wealth for diplomatic influence”, *Middle East Monitor*, 3 janvier 2025, lien : https://www.middleeastmonitor.com/20250103-uae-overtakes-saudi-pif-as-global-investment-leader-leveraging-wealth-for-diplomatic-influence/?utm_source=chatgpt.com (consulté le 28 juillet 2025).
- « Sans protection, la sidérurgie européenne va continuer à fermer des usines, avertit Eurofer », *L'Opinion* (avec *AFP*), 20 décembre 2024, lien : <https://www.lopinion.fr/economie/sans-protection-la-siderurgie-europeenne-va-continuer-a-fermer-des-usines-avertit-eurofer> (consulté le 28 juillet 2025).
- Thakur Pratyush, “Toyota to expand production in Alabama with \$282 mln investment”, *Reuters*, 5 juin 2024, lien : <https://www.reuters.com/business/autos-transportation/toyota-expand-production-alabama-with-282-mln-investment-2024-06-05/> (consulté le 28 juillet 2025).
- U.S. Bureau of Economic Analysis, *U.S. International Transactions, 4th Quarter and Year 2024*, BEA 25–08), U.S. Department of Commerce, 20 mars 2025, lien : <https://www.bea.gov/news/2025/us-international-transactions-4th-quarter-and-year-2024> (consulté le 28 juillet 2025).